

Vous avez dit privilèges ?



Bernard Arnault ou l'infirmière de la Pitié-Salpêtrière ?

Françoise Bettencourt Meyers ou l'institutrice de l'école de la rue de Bruxelles ?

Serge Dassault ou le conducteur du RER C ?

CHÔMEURS, RETRAITÉS,
CHEMINOTS, FONCTIONNAIRES...



Le gouvernement désigne les cheminots du doigt. Il stigmatise leurs « privilèges » et laisse penser que d'autres catégories de travailleurs ne peuvent accéder aux mêmes droits (la retraite, notamment) à cause d'eux. Il fait croire que l'endettement que subit la SNCF est lié à ce statut qui coûterait trop cher. C'est faux et c'est injuste : **les cheminots subissent beaucoup de contraintes, ont des niveaux de rémunération faibles et ne sont pour rien dans le niveau d'endettement de la SNCF.**

Les traiter de privilégiés quand, en 2017, **Bernard Arnault a gagné 2 milliards d'euros par mois, en même temps qu'on lui baissait son impôt sur la fortune**, cela relève de l'indécence.

En s'attaquant aux cheminots, le gouvernement prépare « l'ouverture au marché » et la privatisation de la SNCF. Pourtant, les expériences de privatisation en Europe n'ont pas donné les

résultats que l'on nous promet pour la France : **sans subventions publiques, le chemin de fer britannique aurait coulé et le prix du train payé par les usagers outre-Manche est très au-dessus de la moyenne européenne.**

Cette attaque contre les transports publics préfigure **une autre offensive, plus générale, contre tous les services publics** : derrière la caricature du fonctionnaire payé à ne rien faire, il s'agit de remettre en question l'accès de tous à l'éducation et à la santé :

- **Les réformes de l'éducation voulues par le gouvernement préparent la privatisation de l'école et de l'université.**
- **La démolition en cours de l'hôpital public vise à nous envoyer tous vers le privé.**

Ces mesures procèdent d'une même inspiration libérale : celle qui a conduit aux ordonnances de casse du code du travail, celle qui stigmatise les chômeurs, celle qui ponctionne les pensions des retraités, celle qui veut la casse de notre système de retraite.

Le projet de Macron, c'est une France à deux vitesses, où les plus riches et les moins nombreux pourront payer l'éducation de leurs enfants, les soins ou les transports de qualité. C'est une France où tous les autres devront tout payer avec leur salaire, se contenter de soins et d'une éducation au rabais, quand ce ne sera pas de la charité.

Son modèle libéral est le contraire du modèle sur lequel s'est construite la France depuis 1945. C'est ce modèle français qu'il a entrepris de détruire pour qu'à l'avenir nous ressemblions au Etats-Unis ou à l'Angleterre.

Dans ces pays, le service public est réduit au minimum. Le salaire net, dépouillé des cotisations sociales, donne l'impression d'être élevé. Mais pour beaucoup, **il ne permet pas de satisfaire les besoins essentiels, car il doit tout payer : l'école, l'université, le médecin et les médicaments.**

Tous à la manifestation jeudi 19 avril - 14 h Montparnasse

Ce n'est pas dans ce monde que nous voulons vivre. Si nous voulons l'empêcher, nous devons le faire tous ensemble : avec les cheminots, avec les fonctionnaires, les lycéens, les étudiants, les retraités, les chômeurs et les salariés du secteur privé, avec ces millions de personnes que l'on veut dresser les unes contre les autres, en les traitant de privilégiées.